

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1919.

**Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration
des régions dévastées.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le relèvement des ruines accumulées par l'ennemi, dans les villes et communes où il a exercé sa barbarie et la reconstitution des régions que les opérations militaires ont transformées en désert placent les pouvoirs publics devant une tâche immense.

Si quelques localités n'ont souffert que de la destruction de propriétés privées, il en est un grand nombre où le domaine public a été gravement atteint dans la tourmente qui a emporté leurs habitations et leurs monuments.

Dans des régions entières, les routes sont à reconstruire, les cours d'eau sont à remettre en état, les terrains bouleversés par les travaux militaires et l'action de l'artillerie doivent être nivelés et desséchés, les travaux d'art et d'hygiène qu'un long et patient effort avait réalisés sont anéantis.

Tout est à refaire et rien ne peut être négligé pour que l'œuvre de reconstitution soit accomplie rapidement, si l'on veut abréger le martyre de ces malheureuses populations qui, chassées de leurs foyers, ont dû faire appel à l'hospitalité de leurs compatriotes et de l'étranger.

Or l'action isolée des communes serait vouée à l'impuissance devant l'effort considérable que réclame le rétablissement des régions dévastées.

H

Les communes si cruellement atteintes ne disposent pas, en effet, des moyens financiers qui sont indispensables pour faire face à pareille tâche, et les problèmes que leurs dirigeants auront à résoudre réclament le concours de compétences spéciales.

Le Gouvernement a estimé qu'en présence de cette situation sans précédent dans l'histoire de notre pays, il importait d'adopter une méthode capable de procurer une aide efficace aux communes et de donner rapidement des résultats positifs.

C'est dans cette pensée qu'a été élaboré le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre, d'après les ordres du Roi, aux délibérations des Chambres législatives.

Il consacre, dans son article 1^{er}, le droit pour le Roi de prononcer, après avoir pris l'avis du Conseil communal et de la Députation permanente du Conseil provincial, l'adoption par la Nation des communes qui ont été gravement éprouvées par les dévastations de la guerre.

Cette adoption nationale, qui sera une manifestation de la solidarité des citoyens dans le malheur, permettra au Gouvernement d'assurer aux communes, en vue de leur reconstitution, le concours moral, financier et technique de l'État.

L'adoption entraîne pour l'État l'obligation d'assurer les dépenses que nécessitera le rétablissement du domaine et des services publics de la commune. L'État prendra également à sa charge toutes les dépenses obligatoires que la commune se trouverait dans l'impossibilité de supporter, ainsi que les dépenses facultatives inscrites par le Conseil communal au budget approuvé par le Haut Commissaire royal.

Si la commune n'est pas en mesure d'assurer par elle-même les travaux publics qu'il y a lieu d'entreprendre et les services publics qui doivent être rétablis, l'État peut se substituer à elle. Il agit alors d'initiative et il est subrogé à tous les droits et obligations de la commune vis-à-vis des adjudicataires, des concessionnaires ou des autres intéressés. L'État peut également se borner à subsidier les travaux que les communes entreprendraient elles-mêmes.

Pour atteindre le résultat qui a été envisagé par le Gouvernement, il importe que le concours de l'État soit assuré aux communes avec toute la célérité désirable et que les lenteurs administratives résultant de l'intervention de plusieurs Départements soient supprimées.

C'est pourquoi le projet place les communes adoptées par la Nation sous l'autorité d'un Haut Commissaire royal qui disposera des crédits mis à sa disposition à charge d'un budget qui sera formé pour les régions dévastées.

Le Haut Commissaire royal exerce dans chaque commune les pouvoirs qui sont attribués à l'État quant à l'exécution des travaux, à la réorganisation et à la direction des services publics, sauf à prendre l'avis du Conseil communal.

Pour l'exécution de sa mission, il est assisté d'un Comité exécutif inter-

ministériel qui donne suite à ses décisions, lui prête le concours de sa compétence et fournit aux communes et aux particuliers tous les conseils techniques qui peuvent leur être utiles.

Les délégués des Départements faisant partie de ces Conseils disposent des pouvoirs les plus étendus pour exécuter les décisions, sans intervention de l'Administration centrale.

D'autre part, la tutelle administrative des communes adoptées est dévolue au Haut Commissaire royal qui exerce à leur égard, sauf en matière de milice et d'affaires électorales, toutes les attributions du Gouverneur de la province, de la Députation permanente et du Roi. Le Haut Commissaire est, en effet, bien placé pour apprécier la façon dont ces pouvoirs peuvent être le mieux utilisés dans l'intérêt du relèvement aussi rapide que possible des communes confiées à ses soins. Il importe d'ailleurs d'éviter que des conflits ne puissent surgir entre les autorités chargées de la reconstitution des régions et celles qui, normalement, président à l'administration des communes.

Toutefois, pour sauvegarder les intérêts de la commune vis-à-vis de pouvoirs aussi étendus, le projet établit une double garantie : d'une part, il attribue au Conseil communal le droit de subordonner la décision du Haut Commissaire royal, en matière de tutelle administrative, à l'approbation du Roi; d'autre part, il accorde compétence à la Députation permanente, corps élu, pour statuer en premier ressort, en cas de conflit entre le Haut Commissaire royal et la commune, sur la part contributive de celle-ci dans une dépense obligatoire.

Enfin, dans chaque commune adoptée et dans chaque groupe régional, il sera constitué un Comité consultatif local et un Comité consultatif régional qui réuniront toutes les compétences possibles pour étudier les problèmes de la reconstitution à tous les points de vue, artistique, hygiénique et autres, et donneront leur avis sur toutes les questions qui leur seront soumises par le Haut Commissaire royal.

Telles sont, Messieurs, les grandes lignes du projet de loi qui sollicite votre examen.

En préconisant l'adoption par la Nation des communes dévastées, le Gouvernement a la conviction de répondre à une nécessité pressante.

Pour aborder avec des chances de succès la grande œuvre de la reconstitution, il importe, en effet, qu'un pouvoir puisse, sans étouffer la personnalité des communes ni paralyser leurs initiatives, condenser tous les efforts, répudier tout formalisme et assurer ainsi, dans des vues d'ensemble, l'aménagement de toute une région dévastée.

Les communes sont elles-mêmes les premières intéressées à l'œuvre de leur propre relèvement. C'est en leur apportant, dans le plus bref délai possible, une aide méthodique et éclairée, c'est en leur faisant sentir que la Nation tout entière les soutient de son appui que l'on parviendra à faire renaître la vie et la prospérité sur tant de ruines accumulées.

Le projet que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives permettra d'atteindre ce résultat avec des moyens administratifs inspirés de nos traditions de large décentralisation et mis en harmonie avec les méthodes modernes d'expédier les affaires.

Le Ministre de l'Intérieur,

BROQUEVILLE.

**Projet de loi sur l'adoption nationale
des communes et sur la restaura-
tion des régions dévastées.**

**Wetsontwerp op de nationale aan-
nemning en op het herstel der ver-
woeste gewesten.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives, par Notre Mi-
nistre de l'Intérieur :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi peut, le Conseil communal
et la Députation permanente du Con-
seil provincial préalablement entendus,
adopter, au nom de la Nation, les com-
munes qui ont souffert gravement des
dévastations de la guerre; il peut, à
toute époque, mettre fin à l'adoption.

ART. 2.

Les communes adoptées par la Nation
sont soumises, par groupes régionaux,
à l'autorité d'un haut commissaire;
celui-ci peut être assisté, suivant l'im-
portance du groupe régional, d'un ou
de deux adjoints auxquels il délègue
ses pouvoirs en cas d'absence ou d'em-
pêchement. Le haut commissaire et les
adjoints sont nommés et relevés de leurs
fonctions par le Roi.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan den inhoud
volgt zal, in Onzen naam, door Onzen
Minister van Binnenlandsche Zaken,
aan de Wetgevende Kamers voorgelegd
worden :

EERSTE ARTIKEL.

De Koning mag, de Gemeenteraad
en de Bestendige Deputatie des Provin-
cieraads voorafgaandelijk gehoord, in
naam der Natie, de gemeenten, welke
erg van de verwoestingen van den oorlog
geleden hebben, aannemen; hij mag,
ten allen tijde, aan deze aanneming een
einde stellen.

ART. 2.

De door de Natie aangenomen ge-
meenten zijn, in gewestelijke groepen,
aan het gezag van een hoogen commis-
saris onderworpen; deze mag, naar-
volgens de belangrijkheid van den
gewestelijken groep, geholpen worden
door een of twee toegevoegden aan wie
hij, bij afwezigheid of belet, zijn
ambtsbevoegdheid overdraagt. De hooge
commissaris en de hem toegevoegden
worden door den Koning aan- en
afgesteld.

ART. 3.

Sauf en ce qui concerne la milice et les affaires électorales, le haut commissaire royal exerce, sous la direction et la responsabilité du Ministre de l'Intérieur, les attributions d'ordre communal que la loi confère à la Députation permanente du Conseil provincial, au Gouverneur de la province et au Roi.

Ses décisions sont notifiées au Collège des Bourgmestre et Échevins; elles sont exécutoires de plein droit à moins que, dans les dix jours de la notification, une délibération du Conseil communal ne les subordonne à l'approbation du Roi.

Le haut commissaire royal peut recevoir du Roi la délégation des pouvoirs visés par l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 sur l'état de guerre et de siège.

ART. 4.

L'adoption entraîne pour l'État l'obligation d'assurer les dépenses nécessitées par le rétablissement du domaine et des services publics de la commune, les dépenses obligatoires auxquelles la commune ne peut faire face, en tout ou en partie par suite des circonstances, ainsi que les dépenses facultatives dont l'inscription au budget communal a été admise par le haut commissaire royal.

Pour le rétablissement du domaine et des services publics, le haut commissaire royal, agissant au nom de l'État, peut se substituer à la commune si celle-ci se trouve dans l'impossibilité,

ART. 3.

Behoudens wat militie en kieszaken betreft, oefent de hooge koninklijke commissaris, onder beleid en verantwoordelijkheid van den Minister van Binnenlandsche Zaken, op gemeentegebied de ambtsbevoegdheid uit door de wet aan de Bestendige Deputatie des Provincieraads, aan den Gouverneur der provincie en aan den Koning toegekend.

Zijne beslissingen worden het College van Burgemeester en Schepenen aangezegd; zij zijn van rechtswege uitvoerbaar tenzij, binnen de tien dagen der aanzegging, een beraadslaging des Gemeenteraads ze van de goedkeuring des Konings afhankelijk verklaart.

De hooge koninklijke commissaris kan van den Koning overdracht ontvangen van de machten voorzien bij artikel 1 van de besluit-wet van 11 October 1916 op den staat van oorlog en beleg.

ART. 4.

De aanneming brengt voor den Staat de verplichting mede te gemoet te komen in de uitgaven noodig voor de herstelling van het domein en van de openbare diensten van de gemeente, de verplichte uitgaven welke de gemeente niet kan dekken geheel of gedeeltelijk ten gevolge van de omstandigheden, alsmede de niet verplichte uitgaven waarvan de inschrijving op de gemeentebegroting door den hoogen koninklijken commissaris is aangenomen.

Voor het herstel van het domein en van de openbare diensten kan de hooge koninklijke commissaris, handelende in naam van den Staat, de plaats innemen van de gemeente indien deze zich in de

dûment constatée par lui, d'agir par elle-même. L'Etat est alors subrogé à tous les droits et obligations de la commune vis-à-vis des adjudicataires, concessionnaires ou autres intéressés.

Le haut commissaire royal peut aussi se borner à subsidier la commune, si celle-ci est en mesure de poursuivre l'exécution des travaux, soit par ses propres ressources soit au moyen de libéralités qui lui seraient faites.

ART. 5.

L'adoption entraîne l'obligation pour la commune d'arrêter, après consultation du Comité local visé à l'article 11 de la présente loi, un règlement de police sur les bâtisses, ayant notamment pour objet de sauvegarder non seulement la sécurité et l'hygiène des constructions, mais encore, s'il y a lieu, leur caractère esthétique : aspect et hauteur des façades et des parties d'immeubles vues de la voie publique, couleur et nature des matériaux employés, réserves d'espace libre, zones de recul, etc.

Ce règlement est subordonné à l'approbation du haut commissaire royal qui peut le renvoyer au Conseil communal, s'il y a lieu, pour modification. A défaut par le Conseil communal de satisfaire dans les quinze jours à l'invitation qui lui est adressée, le haut commissaire royal se substitue à lui et adopte le règlement-type élaboré par le Ministre compétent.

ART. 6.

Le haut commissaire royal dispose des crédits mis à sa disposition par le

door hem behoorlijk vastgestelde onmogelijkheid bevindt zelve handelend op te treden. In dit geval neemt de Staat al de rechten en verplichtingen van de gemeente tegenover de toewijzingen, vergunninghouders of andere belanghebbenden over.

De hooge koninklijke commissaris mag zich ook bepalen bij het verleenen van toelage aan de gemeente, zoo zij in staat is het uitvoeren van werken te bevorderen hetzij door eigen middelen hetzij door haar gedane schenkingen.

ART. 5.

De aanneming brengt voor de gemeente de verplichting mede, na elke raadpleging van het bij artikel 11 van tegenwoordige wet bedoelde plaatselijk Comité, een politiereglement op de gebouwen te bepalen, hetwelk namelijk zal betrachten het vrijwaren, niet alleen van de veiligheid en de gezondheid der gebouwen, maar nog, als er aanleiding toe bestaat, den kunstzin ervan : aanzicht en hoogte der gevels en der gedeelten van de gebouwen uitgevende op den openbaren weg, kleur en aard der gebruikte materialen, voorbehouden vrije ruimte, afstand van de straat, enz.

Dit règlement is afhankelijk van de goedkeuring door den hoogen koninklijken commissaris die het zoo noodig ter wijziging mag terugzenden aan den Gemeenteraad. Zoo de Gemeenteraad gedurende de vijftien dagen in gebreke blijft aan het hem gedaan verzoek te voldoen, stelt de hooge koninklijke commissaris zich in zijne plaats en neemt het door den bevoegden Minister opgemaakt type-reglement aan.

ART. 6.

De hooge koninklijke commissaris beschikt over de hem door den Minister

Ministre de l'Intérieur à charge du budget des régions dévastées, ainsi que de tous autres fonds mis à sa disposition, après avoir entendu le Conseil communal intéressé et en se conformant aux règles générales qui lui sont tracées.

ART. 7.

En cas de désaccord entre le haut commissaire royal et une commune au sujet de la part contributive de celle-ci dans une dépense obligatoire lui incombant, le conflit est porté devant la Députation permanente du Conseil provincial qui statue, sauf recours au Roi.

ART. 8.

Le haut commissaire royal exerce le droit de réquisition prévu par l'article 10 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 sur l'état de guerre et de siège et par l'arrêté-loi du 19 août 1917.

ART. 9.

Le bourgmestre et le haut commissaire royal ont le droit de réquisitionner respectivement au nom de la commune et au nom de l'État, dans la forme et les conditions à déterminer par arrêté royal, les matériaux courants de construction provenant des immeubles atteints par le fait de la guerre.

ART. 10.

Il est constitué, dans chaque groupe régional, un Conseil interministériel dont les membres sont choisis parmi

van Binnenlandsche Zaken ter beschikking gestelde kredieten ten laste van de begroting der verwoeste streken, alsmede over alle andere te zijner beschikking staande gelden, den belanghebbenden Gemeenteraad gehoord en de hem opgegeven algemeene gedragslijn nakomende.

ART. 7.

In geval van verschil van meening tusschen den hoogen koninklijken commissaris en eene gemeente omtrent dezer verplichtend aandeel in een ter haren laste vallende uitgave, wordt het geschil gebracht vóór de Bestendige Deputatie des Provincieraads, die uitspraak doet behoudens beroep bij den Koning.

ART. 8.

De hooge koninklijke commissaris oefent het recht uit van opvordering voorzien bij de besluit-wet van 11 October 1916 op den staat van oorlog en van beleg en bij de besluit-wet van 19 Augustus 1917.

ART. 9.

De burgemeester en de hooge koninklijke commissaris hebben het recht, onderscheidenlijk in naam der gemeente en in naam van den Staat, in den vorm en de voorwaarden te bepalen bij koninklijk besluit, de gewone bouwmaterialen voortkomende van door den oorlog beschadigde vaste goederen op te vorderen.

ART. 10.

Er wordt in elken gewestelijken groep een interministerieele Raad gevormd waarvan de leden gekozen

les fonctionnaires des Ministères compétents. Un membre correspondant de la Commission royale des monuments et des sites, un membre de l'Union des villes et communes et un membre de la Commission d'embellissement de la vie rurale assistent aux séances du Conseil, à titre consultatif. Tous les membres du Conseil sont nommés par le Roi.

Le Conseil est chargé d'assister le haut commissaire royal dans l'accomplissement de sa mission et d'éclairer les communes et les particuliers sur tout ce qui concerne la reconstitution des régions : il peut requérir, à cet effet, dans les limites et les conditions déterminées par le Ministre compétent, le concours du personnel relevant, en province, des Ministères représentés dans son sein.

ART. 11.

Il est institué, dans chacune des communes adoptées, un Comité consultatif local dont les membres, au nombre de trois à neuf suivant l'importance des localités, sont nommés par le Collège des Bourgmestre et Échevins et, à son défaut, par le haut commissaire royal. Ce Comité donne son avis sur toutes les questions relatives à la reconstruction.

ART. 12.

Il est institué dans chacun des groupes régionaux un Comité consultatif provincial dont les membres, au nombre de neuf ou onze, sont nommés par le Ministre de l'Intérieur.

worden onder de ambtenaren van de bevoegde Ministeriën. Een briefwisselend lid van de Koninklijke Commissie der gebouwen en landschappen, een lid van den Bond der steden en gemeenten, een lid van de Commissie tot verfraaiing van het landleven, nemen, ten raadplegenden titel, deel aan de vergaderingen van den Raad. Al de leden van den Raad worden door den Koning benoemd.

De Raad is gelast den hoogen koninklijken commissaris in het uitvoeren van zijn zending behulpzaam te wezen en de gemeenten en particulieren voor te lichten over al wat het herstel der streken aangaat; te dien einde kan hij, binnen de perken en de voorwaarden bepaald door den bevoegden Minister de medewerking eischen van het personeel dat, in de provincie, van de in haar midden vertegenwoordigde Ministeriën afhangt.

ART. 11.

Er wordt, in elke der aangenomen gemeenten, een plaatselijk raadplegend Comité ingesteld, waarvan de leden, ten getale van drie tot negen naarvolgens de belangrijkheid der plaatsen, benoemd worden door het College van Burgemeester en Schepenen en, bij gebrek, door de hoogen koninklijken commissaris. Dit Comité brengt advies uit over al de vraagstukken betreffende het herstel.

ART. 12.

Er wordt in elken der gewestelijke groepen, een raadplegend provinciaal Comité ingesteld, waarvan de leden, ten getale van negen tot elf, door den Minister van Binnenlandsche Zaken benoemd worden.

Ce Comité a pour mission :

a) De donner son avis sur toutes les questions relatives à la reconstruction dans le ressort de la province qui lui sont soumises par le haut commissaire royal, notamment sur les plans généraux d'aménagement ;

b) De signaler au haut commissaire royal les mesures qu'il juge utiles en vue de la reconstruction.

ART. 13.

Les membres des Comités consultatifs locaux et régionaux exercent leurs fonctions gratuitement ; mais ils reçoivent le remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour. Ces frais, de même que les frais d'administration, sont supportés par l'État.

ART. 14.

Le règlement d'ordre intérieur des Comités locaux et régionaux est arrêté par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 15.

L'arrêté-loi du 25 août 1915, relatif à la reconstruction des communes belges détruites, est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1919.

Dit Comité heeft voor opdracht :

a) Advies uit te brengen over al de vraagstukken betreffende het herstel binnen het gebied van de provincie welke onderworpen worden door den hoogen koninklijken commissaris, inzonderheid over de algemeene inrichtingsplannen ;

b) Den hoogen koninklijken commissaris aandachtig te maken op de maatregelen welke het nuttig oordeelt met het oop op het herstel.

ART. 13.

De leden van de plaatselijke en gewestelijke raadplegende Comitéen oefenen hun ambt kosteloos uit ; doch reis- en verblijfkosten worden hun terugbetaald. Deze kosten, alsmede de bestuurskosten zijn ten laste van den Staat.

ART. 14.

Het reglement van inwendige orde van de plaatselijke en gewestelijke Comitéen wordt vastgesteld door den Minister van Binnenlandsche Zaken.

ART. 15.

De besluit-wet van 25 Augustus 1915, betreffende het heropbouwen van de verwoeste Belgische gemeenten, wordt afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 20^e Januari 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1919.

Wetsontwerp op de nationale aanneming en op het herstel
van de verwoeste gewesten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De openbare machten staan voor de onmetelijke taak de puinen welke de vijand aangericht heeft in de steden en gemeenten waar hij zijn barbaarschheid bot vierde te herstellen en de gewesten welke de oorlogsverrichtingen in woestenij hebben herschapen opnieuw geschikt te maken.

Indien op sommige plaatsen alleen bijzondere eigendom aangetast is, zijn er tal van andere waar het openbaar domein tijdens den storm die hunne woningen en hunne monumenten weggevaagd heeft, schroomelijk geleden heeft.

Over groote uitgestrektheden dienen opnieuw wegen aangelegd, waterloopen in staat gesteld, de door de krijgswerken en het geschut omwoelde grond en gelijkgemaakt en droog gelegd te worden; kunst- en gezondheidswerken welke een langdurige en geduldige inspanning tot stand bracht zijn te niet.

Alles moet herbegonnen worden en niets mag verwaarloosd blijven opdat het werk der herstelling spoedig een verwezenlijkt feit weze, indien men het lijden wil verkorten van die ongelukkige bevolking, welke uit haar haardsteden verjaagd, de gastvrijheid van haar landgenooten of van vreemden heeft moeten afsmeeken.

Welnu zoo de gemeenten alleen staan, is hun werking, ten aanzien van de omvangrijke inspanning welke het herstellen van de verwoeste landstreken vergt, tot onmacht gedoemd.

De zoo pijnlijk getroffen gemeenten beschikken overigens over de geldmiddelen niet welke onmisbaar zijn om in dergelijke taak te gemoet te komen en de op te lossen vraagstukken eischen de medewerking van bijzondere bevoegdheden.

Ten aanzien van dezen toestand die zijn weerga niet vindt in de geschiedenis van ons land, is de Regeering van oordeel dat het noodzakelijk zou zijn een werkwijze aan te nemen welke in staat zou zijn aan de gemeenten een doelmatigen bijstand te verleenen en spoedig vruchten zou afwerpen.

Met het oog hierop werd onderhavig wetsontwerp opgemaakt hetwelk ik, naar de bevelen des Konings de eer heb aan de beraadslagingen der Wetgevende Kamers te onderwerpen.

Het erkent, in artikel 1, aan den Koning het recht toe, na inwinning van het advies van den Gemeenteraad en van de Bestendige Deputatie des Provincieraads, te besluiten tot de aanneming door de Natie van de gemeenten welke door oorlog erg getijsterd werden.

Deze nationale aanneming, als een uiting van solidariteit der burgers in het ongeluk, zal de Regeering toelaten met het oog op de herstelling aan de gemeenten de zedelijke, geldelijke en technische medewerking van den Staat toe te zeggen.

De aanneming brengt voor den Staat de verplichting mede te gemoet te komen in de uitgaven wegens herstel van het domein en de openbare diensten van de gemeente. De Staat neemt ook ten zijnen laste al de verplichte uitgaven, welke de gemeente niet zou kunnen dragen, alsmede de niet verplichte uitgaven welke door den Gemeenteraad in de gemeentebegroting aangemerkt en door den Hoogen Koninklijken Commissaris goedgekeurd zijn.

Indien de gemeente op zich alleen niet bij macht is de noodige openbare werken te doen uitvoeren en de onmisbare openbare diensten opnieuw in te richten, kan de Staat zich in hare plaats stellen. Hij handelt dan uit eigen initiatief en alle rechten en verplichtingen, welke de gemeente tegenover toewijzelingen, vergunninghouders of de andere belanghebbenden heeft zijn op hem overgedragen. De Staat kan zich ook bepalen bij het verleenen van toelagen voor werken welke de gemeenten zelf zouden ondernemen.

Om den door de Regeering verwachten uitslag te bekomen, is het noodig dat de steun van den Staat met alle gewenschte snelheid toegezegd en dat de bestuurlijke traagheid, gevolg van tusschenkomst van verschillende Departementen, weggeruimd worde.

Daarom worden in het ontwerp de door de Natie aangenomen gemeenten geplaatst onder het gezag van een Hoogen Koninklijken Commissaris, die zal beschikken over de te zijnen dienst staande geldmiddelen op een begroting welke voor de verwoeste streken zal opgemaakt worden.

De Hooge Koninklijke Commissaris oefent in elke gemeente de macht uit welke den Staat toegekend is in zake het uitvoeren der werken, het opnieuw inrichten en het beleid der openbare diensten behoudens het advies van den Gemeenteraad in te winnen.

In zijn ambtsbezigheid wordt hij geholpen door een interministerieel uitvoerend Comité, welk aan zijne beslissingen gevolg geeft, hem de hulp van zijne bevoegdheid leent en aan de gemeenten en aan de particulieren al de hun nuttige technische raadgevingen verstrekt.

De afgevaardigden van de Departementen, die van deze Raden deel uitmaken, hebben de uitgebreidste bevoegdheid om de beslissingen uit te voeren zonder tusschenkomst van het hoofdbeheer.

Anderzijds, de bestuurlijke voogdij der aangenomen gemeenten wordt opgedragen aan den Hoogen Koninklijken Commissaris die te hunner opzichte, behoudens in militie- en kieszaken, dezelfde bevoegdheid heeft als de Gouverneur der provincie, de Bestendige Deputatie en de Koning.

Want de Hooge Commissaris is goed geplaatst om te oordeelen hoe zijn gezag het best kan aangewend worden in het belang van het zoo haast mogelijk herstel van de aan zijne zorgen toevertrouwde gemeenten.

Er dient overigens vermeden dat er geschillen ontstaan tusschen de overheden die met het herstel belast zijn en die welke normaal aan het hoofd der gemeente staan.

Nochtans, ten einde de belangen van de gemeenten tegenover zoo uitgebreide macht te vrijwaren, geeft het ontwerp een dubbelen waarborg : eenerzijds, kent het aan den Gemeenteraad het recht toe de beslissing van den Hoogen Koninklijken Commissaris, in zake bestuurlijke voogdij, van de goedkeuring des Konings te doen afhangen; anderzijds, kent het aan de Bestendige Deputatie, verkozen lichaam, de bevoegdheid toe om in eersten aanleg als er verschil van meening tusschen Hoogen Koninklijken Commissaris en gemeente bestaat, oordeel te vellen over het aandeel der gemeente in een verplichte uitgave.

Eindelijk, in elke aangenomen gemeente en in elken gewestelijken groep, zal er een plaatselijk en een gewestelijk raadplegend Comité tot stand gebracht worden waarin alle mogelijke bevoegdheden zullen opgenomen worden tot bevordering van de studie van de vraagstukken aangaande het herstel, op alle gebied, zoo van kunst als van volksgezondheid en andere en welk advies zal uitbrengen over alle vragen welke de Hooge Koninklijke Commissaris zal stellen.

Dit zijn, Mijne Heeren, de grondlijnen van het ontwerp dat u tot onderzoek voorgelegd wordt.

Waar de Regeering de aanneming door de Natie van de verwoeste gemeenten voorstelt, heeft zij de overtuiging aan een dringende noodzakelijkheid gevolg te geven.

Om met vooruitzicht op welslagen het groote werk der herstelling aan te gaan is het inderdaad noodig dat, zonder de persoonlijkheid der gemeente te verwurgen of haar initiatief te verlammen, al de inspanningen kunnen vereenigd worden onder een gezag, dat aan alle vormelijkheid vaarwel gezegd worde en alzoo, volgens een gezamenlijk plan, gansch een verwoeste landstreek herschapen.

De gemeenten hebben op de eerste plaats belang bij het werk van hun

eigen herstel. Hergeboorte en bloei, waar zooveel puinhoopen liggen, zullen verwezenlijkt worden als methodische en verstandige hulp in den kortst mogelijken tijd verleend wordt, als de gemeenten zullen ondervinden dat de gansche Natie hun haren steun verleent.

Het ontwerp dat de Regeering de eer heeft aan de Wetgevende Kamers te onderwerpen zal toelaten dien uitslag te bekomen langs bestuurlijken weg welke wortel vindt in onze traditiën van breedvoerige decentralisatie en in overeenstemming met de hedendaagsche opvatting van behandeling en afdoening der zaken.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.

**Projet de loi sur l'adoption nationale
des communes et sur la restaura-
tion des régions dévastées.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives, par Notre Mi-
nistre de l'Intérieur :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi peut, le Conseil communal
et la Députation permanente du Con-
seil provincial préalablement entendus,
adopter, au nom de la Nation, les com-
munes qui ont souffert gravement des
dévastations de la guerre; il peut, à
toute époque, mettre fin à l'adoption.

ART. 2.

Les communes adoptées par la Nation
sont soumises, par groupes régionaux,
à l'autorité d'un haut commissaire;
celui-ci peut être assisté, suivant l'im-
portance du groupe régional, d'un ou
de deux adjoints auxquels il délègue
ses pouvoirs en cas d'absence ou d'em-
pêchement. Le haut commissaire et les
adjoints sont nommés et relevés de leurs
fonctions par le Roi.

**Wetsontwerp op de naticnale aan-
neming en op het herstel der ver-
woeste gewesten.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan den inhoud
volgt zal, in Onzen naam, door Onzen
Minister van Binnenlandsche Zaken,
aan de Wetgevende Kamers voorgelegd
worden

EERSTE ARTIKEL.

De Koning mag, de Gemeenteraad
en de Bestendige Deputatie des Provin-
cieraads voorafgaandelijk gehoord, in
naam der Natie, de gemeenten, welke
erg van de verwoestingen van den oorlog
geleden hebben, aannemen; hij mag,
ten allen tijde, aan deze aanneming een
einde stellen.

ART. 2.

De door de Natie aangenomen ge-
meenten zijn, in gewestelijke groepen,
aan het gezag van een hoogen commis-
saris onderworpen; deze mag, naar-
volgens de belangrijkheid van den
gewestelijken groep, geholpen worden
door een of twee toegevoegden aan wie
hij, bij afwezigheid of belet, zijn
ambtsbevoegdheid overdraagt. De hooge
commissaris en de hem toegevoegden
worden door den Koning aan- en
afgesteld.

ART. 3.

Sauf en ce qui concerne la milice et les affaires électorales, le haut commissaire royal exerce, sous la direction et la responsabilité du Ministre de l'Intérieur, les attributions d'ordre communal que la loi confère à la Députation permanente du Conseil provincial, au Gouverneur de la province et au Roi.

Ses décisions sont notifiées au Collège des Bourgmestre et Échevins; elles sont exécutoires de plein droit à moins que, dans les dix jours de la notification, une délibération du Conseil communal ne les subordonne à l'approbation du Roi.

Le haut commissaire royal peut recevoir du Roi la délégation des pouvoirs visés par l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 sur l'état de guerre et de siège.

ART. 4.

L'adoption entraîne pour l'État l'obligation d'assurer les dépenses nécessitées par le rétablissement du domaine et des services publics de la commune, les dépenses obligatoires auxquelles la commune ne peut faire face, en tout ou en partie par suite des circonstances, ainsi que les dépenses facultatives dont l'inscription au budget communal a été admise par le haut commissaire royal.

Pour le rétablissement du domaine et des services publics, le haut commissaire royal, agissant au nom de l'État, peut se substituer à la commune si celle-ci se trouve dans l'impossibilité,

ART. 3.

Behoudens wat militie en kieszaken betreft, oefent de hooge koninklijke commissaris, onder beleid en verantwoordelijkheid van den Minister van Binnenlandsche Zaken, op gemeentegebied de ambtsbevoegdheid uit door de wet aan de Bestendige Deputatie des Provincieraads, aan den Gouverneur der provincie en aan den Koning toegekend.

Zijne beslissingen worden het College van Burgemeester en Schepenen aangezegd; zij zijn van rechtswege uitvoerbaar tenzij, binnen de tien dagen der aanzegging, een beraadslaging des Gemeenteraads ze van de goedkeuring des Konings afhankelijk verklaart.

De hooge koninklijke commissaris kan van den Koning overdracht ontvangen van de machten voorzien bij artikel 1 van de besluit-wet van 11 October 1916 op den staat van oorlog en beleg.

ART. 4.

De aanneming brengt voor den Staat de verplichting mede te gemoet te komen in de uitgaven noodig voor de herstelling van het domein en van de openbare diensten van de gemeente, de verplichte uitgaven welke de gemeente niet kan dekken geheel of gedeeltelijk ten gevolge van de omstandigheden, alsmede de niet verplichte uitgaven waarvan de inschrijving op de gemeentebegroting door den hoogen koninklijken commissaris is aangenomen.

Voor het herstel van het domein en van de openbare diensten kan de hooge koninklijke commissaris, handelende in naam van den Staat, de plaats innemen van de gemeente indien deze zich in de

dûment constatée par lui, d'agir par elle-même. L'Etat est alors subrogé à tous les droits et obligations de la commune vis-à-vis des adjudicataires, concessionnaires ou autres intéressés.

Le haut commissaire royal peut aussi se borner à subsidier la commune, si celle-ci est en mesure de poursuivre l'exécution des travaux, soit par ses propres ressources soit au moyen de libéralités qui lui seraient faites.

ART. 5.

L'adoption entraîne l'obligation pour la commune d'arrêter, après consultation du Comité local visé à l'article 11 de la présente loi, un règlement de police sur les bâtisses, ayant notamment pour objet de sauvegarder non seulement la sécurité et l'hygiène des constructions, mais encore, s'il y a lieu, leur caractère esthétique : aspect et hauteur des façades et des parties d'immeubles vues de la voie publique, couleur et nature des matériaux employés, réserves d'espace libre, zones de recul, etc.

Ce règlement est subordonné à l'approbation du haut commissaire royal qui peut le renvoyer au Conseil communal, s'il y a lieu, pour modification. A défaut par le Conseil communal de satisfaire dans les quinze jours à l'invitation qui lui est adressée, le haut commissaire royal se substitue à lui et adopte le règlement-type élaboré par le Ministre compétent.

ART. 6.

Le haut commissaire royal dispose des crédits mis à sa disposition par le

door hem behoorlijk vastgestelde onmogelijkheid bevindt zelve handelend op te treden. In dit geval neemt de Staat al de rechten en verplichtingen van de gemeente tegenover de toewijzingen, vergunninghouders of andere belanghebbenden over.

De hooge koninklijke commissaris mag zich ook bepalen bij het verleen van toelage aan de gemeente, zoo zij in staat is het uitvoeren van werken te bevorderen hetzij door eigen middelen hetzij door haar gedane schenkingen.

ART. 5.

De aanneming brengt voor de gemeente de verplichting mede, na elke raadpleging van het bij artikel 11 van tegenwoordige wet bedoelde plaatselijk Comité, een politiereglement op de gebouwen te bepalen, hetwelk namelijk zal betrachten het vrijwaren, niet alleen van de veiligheid en de gezondheid der gebouwen, maar nog, als er aanleiding toe bestaat, den kunstzin ervan : aanzicht en hoogte der gevels en der gedeelten van de gebouwen uitgevende op den openbaren weg, kleur en aard der gebruikte materialen, voorbehouden vrije ruimte, afstand van de straat, enz.

Dit règlement is afhankelijk van de goedkeuring door den hoogen koninklijken commissaris die het zoo noodig ter wijziging mag terugzenden aan den Gemeenteraad. Zoo de Gemeenteraad gedurende de vijftien dagen in gebreke blijft aan het hem gedaan verzoek te voldoen, stelt de hooge koninklijke commissaris zich in zijne plaats en neemt het door den bevoegden Minister opgemaakt type-reglement aan.

ART. 6.

De hooge koninklijke commissaris beschikt over de hem door den Minister

Ministre de l'Intérieur à charge du budget des régions dévastées, ainsi que de tous autres fonds mis à sa disposition, après avoir entendu le Conseil communal intéressé et en se conformant aux règles générales qui lui sont tracées.

ART. 7.

En cas de désaccord entre le haut commissaire royal et une commune au sujet de la part contributive de celle-ci dans une dépense obligatoire lui incombant, le conflit est porté devant la Députation permanente du Conseil provincial qui statue, sauf recours au Roi.

ART. 8.

Le haut commissaire royal exerce le droit de réquisition prévu par l'article 10 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 sur l'état de guerre et de siège et par l'arrêté-loi du 19 août 1917.

ART. 9.

Le bourgmestre et le haut commissaire royal ont le droit de réquisitionner respectivement au nom de la commune et au nom de l'État, dans la forme et les conditions à déterminer par arrêté royal, les matériaux courants de construction provenant des immeubles atteints par le fait de la guerre.

ART. 10.

Il est constitué, dans chaque groupe régional, un Conseil interministériel dont les membres sont choisis parmi

van Binnenlandsche Zaken ter beschikking gestelde kredieten ten laste van de begroting der verwoeste streken, alsmede over alle andere te zijner beschikking staande gelden, den belanghebbenden Gemeenteraad gehoord en de hem opgegeven algemeene gedragslijn nakomende.

ART. 7.

In geval van verschil van meening tusschen den hoogen koninklijken commissaris en eene gemeente omtrent dezer verplijtend aandeel in een ter haren laste vallende uitgave, wordt het geschil gebracht vóór de Bestendige Deputatie des Provincieraads, die uitspraak doet behoudens beroep bij den Koning.

ART. 8.

De hooge koninklijke commissaris oefent het recht uit van opvordering voorzien bij de besluit-wet van 11 October 1916 op den staat van oorlog en van beleg en bij de besluit-wet van 19 Augustus 1917.

ART. 9.

De burgemeester en de hooge koninklijke commissaris hebben het recht, onderscheidenlijk in naam der gemeente en in naam van den Staat, in den vorm en de voorwaarden te bepalen bij koninklijk besluit, de gewone bouwmaterialen voortkomende van door den oorlog beschadigde vaste goederen op te vorderen.

ART. 10.

Er wordt in elken gewestelijken groep een interministeriële Raad gevormd waarvan de leden gekozen

les fonctionnaires des Ministères compétents. Un membre correspondant de la Commission royale des monuments et des sites, un membre de l'Union des villes et communes et un membre de la Commission d'embellissement de la vie rurale assistent aux séances du Conseil, à titre consultatif. Tous les membres du Conseil sont nommés par le Roi.

Le Conseil est chargé d'assister le haut commissaire royal dans l'accomplissement de sa mission et d'éclairer les communes et les particuliers sur tout ce qui concerne la reconstitution des régions : il peut requérir, à cet effet, dans les limites et les conditions déterminées par le Ministre compétent, le concours du personnel relevant, en province, des Ministères représentés dans son sein.

ART. 11.

Il est institué, dans chacune des communes adoptées, un Comité consultatif local dont les membres, au nombre de trois à neuf suivant l'importance des localités, sont nommés par le Collège des Bourgmestre et Échevins et, à son défaut, par le haut commissaire royal. Ce Comité donne son avis sur toutes les questions relatives à la reconstruction.

ART. 12.

Il est institué dans chacun des groupes régionaux un Comité consultatif provincial dont les membres, au nombre de neuf ou onze, sont nommés par le Ministre de l'Intérieur.

worden onder de ambtenaren van de bevoegde Ministeriën. Een briefwisselend lid van de Koninklijke Commissie der gebouwen en landschappen, een lid van den Bond der steden en gemeenten, een lid van de Commissie tot verfraaiing van het landleven, nemen, ten raadplegenden titel, deel aan de vergaderingen van den Raad. Al de leden van den Raad worden door den Koning benoemd.

De Raad is gelast den hoogen koninklijken commissaris in het uitvoeren van zijn zending behulpzaam te wezen en de gemeenten en particulieren voor te lichten over al wat het herstel der streken aangaat; te dien einde kan hij, binnen de perken en de voorwaarden bepaald door den bevoegden Minister de medewerking eischen van het personeel dat, in de provincie, van de in haar midden vertegenwoordigde Ministeriën afhangt.

ART. 11.

Er wordt, in elke der aangenomen gemeenten, een plaatselijk raadplegend Comité ingesteld, waarvan de leden, ten getale van drie tot negen naarvolgens de belangrijkheid der plaatsen, benoemd worden door het Collège van Burgemeester en Schepenen en, bij gebrek, door de hoogen koninklijken commissaris. Dit Comité brengt advies uit over al de vraagstukken betreffende het herstel.

ART. 12.

Er wordt in elken der gewestelijke groepen, een raadplegend provinciaal Comité ingesteld, waarvan de leden, ten getale van negen tot elf, door den Minister van Binnenlandsche Zaken benoemd worden.

Ce Comité a pour mission :

a) De donner son avis sur toutes les questions relatives à la reconstruction dans le ressort de la province qui lui sont soumises par le haut commissaire royal, notamment sur les plans généraux d'aménagement ;

b) De signaler au haut commissaire royal les mesures qu'il juge utiles en vue de la reconstruction.

ART. 13.

Les membres des Comités consultatifs locaux et régionaux exercent leurs fonctions gratuitement ; mais ils reçoivent le remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour. Ces frais, de même que les frais d'administration, sont supportés par l'État.

ART. 14.

Le règlement d'ordre intérieur des Comités locaux et régionaux est arrêté par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 15.

L'arrêté-loi du 25 août 1915, relatif à la reconstruction des communes belges détruites, est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1919.

Dit Comité heeft voor opdracht :

a) Advies uit te brengen over al de vraagstukken betreffende het herstel binnen het gebied van de provincie welke onderworpen worden door den hoogen koninklijken commissaris, inzonderheid over de algemeene inrichtingsplans ;

b) Den hoogen koninklijken commissaris aandachtig te maken op de maatregelen welke het nuttig oordeelt met het oop op het herstel.

ART. 13.

De leden van de plaatselijke en gewestelijke raadplegende Comitéten oefenen hun ambt kosteloos uit ; doch reis- en verblijfkosten worden hun terugbetaald. Deze kosten, alsmede de bestuurskosten zijn ten laste van den Staat.

ART. 14.

Het reglement van inwendige orde van de plaatselijke en gewestelijke Comitéten wordt vastgesteld door den Minister van Binnenlandsche Zaken.

ART. 15.

De besluit-wet van 25 Augustus 1915, betreffende het heropbouwen van de verwoeste Belgische gemeenten, wordt afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Januari 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.